

# Droit de refuge et devoir de fortification

## Nendards et Contheysans, 1417

Fr.-Olivier DUBUIS

Les conflits qui déchiraient le Valais au XIV<sup>e</sup> siècle et au XV<sup>e</sup> plongeant tout le pays dans une insécurité si terrible, que les villages montagnards eux-mêmes n'étaient pas à l'abri du tourbillon dévastateur : aux sièges des villes et des forteresses, on trouvait naturel, en effet, d'ajouter une cruelle razzia dans les campagnes de l'adversaire. Qui brosserait le tableau de ces siècles de sang et de feu n'omettrait point, à l'arrière-plan des batailles, le pitoyable exode des populations rurales cherchant asile dans les bourgs fortifiés, et nous ne le désapprouverions pas. Mais il nous a paru curieux de présenter ici le cas particulier d'une commune alpestre qui, à l'époque de la guerre de Rarogne, ne manifeste aucun intérêt pour le refuge que lui offre une ville forte. L'attitude adoptée en cette conjoncture par les gens de la plaine et de la montagne donne l'occasion de mieux comprendre certains aspects anciens de la protection des campagnards en temps de guerre.

Voici d'abord le résumé, en ce qui nous concerne, du document révélateur<sup>1</sup> : Amédée VIII, duc de Savoie, fait savoir qu'un conflit opposait ses sujets « de la ville et commune de Conthey<sup>2</sup> » et « de la commune de la

<sup>1</sup> J. Gremaud, *Documents relatifs à l'histoire du Vallais*, 8 vol. (*Mémoires et documents publiés par la société d'histoire de la Suisse romande*, Lausanne, cit. MDR, t. XXIX, 1875 — XXXIII, 1884 et t. XXXVII, 1893 — XXXIX, 1899), cit. par numéros suivant l'abréviation *Doc.*, 2658. — Le document, du 26 octobre 1417, n'a été que très sommairement analysé par J. E. Tamini, Pierre Delèze et Paul de Rivaz, *Essai d'histoire du district de Conthey*, s. l. n. d. [1935], cit. Tamini, p. 203. — *Avertissement* : nous adoptons, pour les toponymes, l'orthographe de la Carte nationale de la Suisse, No 273, afin de simplifier les recherches du lecteur qui ne connaîtrait pas le terrain.

<sup>2</sup> « Homines et subditos nostros dicte ville et communitatis Contegii. » « Villa » s'entend ici du bourg (cf. *infra*, p. 73). La « communitas », que par commodité nous appellerons « commune », groupait les sujets demeurant dans les trois paroisses de Conthey (Saint-Séverin), Plan-Conthey et Vétroz (*Doc.* 1178, 1208, 2033, 2662, 2927 ; 2088 présente à ce propos une terminologie exceptionnelle, mais n'infirme pas la règle), dont les territoires, correspondant aux communes actuelles de Conthey et de Vétroz, s'étendaient de l'embouchure de la Morge à celle de la Lizerne, et jusqu'au sommet des Diablerets.

paroisse de Nendaz<sup>3</sup> », à l'occasion des fortifications de la ville de Conthey (*occasione fortificationum ville nostre Contegii factarum et fiendarum*).

« Les bourgeois et les hommes de la ville et commune de Conthey<sup>4</sup> affirmaient que les hommes de la commune de Nendaz devaient contribuer aux dites fortifications, pour leur part (*eorum rata*), attendu qu'ils sont du mandement et de la bannière de Conthey, et qu'ils se retirent en cette ville, eux et leurs biens, quand ils veulent (*quando volunt*). » En conséquence, ils demandaient que Nendaz fût astreinte à faire sa part (*ad contribuendum*).

Les montagnards faisaient opposition, déclarant « n'être pas tenus à cette contribution, tant parce qu'ils n'ont jamais eu coutume (*nunquam consueverunt*) de contribuer aux dites fortifications, que parce que le lieu de Nendaz est très distant et éloigné de la ville de Conthey, à tel point qu'il ne leur est pas nécessaire ni utile de se retirer en temps de guerre, eux et leurs biens, en la ville de Conthey ; mais qu'il leur est plutôt utile et nécessaire de se retirer, eux et leurs biens, dans les rochers, les montagnes et les forêts, et de garder les passages qui conduisent chez eux (*passus suos*) et de les défendre pour résister aux attaques et invasions des ennemis ».

C'est pourquoi, sur convocation du souverain, deux envoyés spéciaux de chaque partie ont comparu le 26 octobre 1417 à Chambéry, devant le duc de Savoie et ses conseillers. Après avoir entendu demandes et répliques, et mûrement délibéré en conseil, Amédée VIII prononça : « Quoique le lieu de Nendaz soit loin de la ville de Conthey, il n'en est pourtant pas si éloigné qu'il (ne)<sup>5</sup> soit très utile (*multum utile et expediens*) que la ville de Conthey soit rendue (*fiat*) forte et bien défendable, et qu'ils (les Nendards) aient la possibilité<sup>6</sup> de se retirer en cette ville, eux et leurs biens, quand ce serait nécessaire et leur paraîtrait utile. » C'est pourquoi, « pour les fortifications à venir » (*pro dictis fortificationibus fiendis*), les hommes des deux communes seront taxés selon le nombre des feux et leurs ressources ; cette juste taxation établie, les Nendards supporteront la moitié de ce qui leur aura été ainsi imposé, « et pas davantage » ; l'autre moitié sera prise en charge par « les hommes de la commune de Conthey »<sup>7</sup>, en plus de leur propre part, « attendu surtout que la commune de Conthey a, en cette fortification, plus grand et plus fréquent avantage que la commune de Nendaz ». Les deux parties choisiront d'un commun accord les commissaires taxateurs, et le châtelain contrôlera l'exécution des ordres ducaux.

Examinons plus en détail la situation et le raisonnement de chaque partie puis, pour conclure, la position du duc Amédée.

<sup>3</sup> « Homines et subditos nostros communitatis parrochie de Nenda. » Cette paroisse, comprenant plusieurs majories et métralies, s'étendait, comme la commune actuelle, du Rhône au sommet de la Rosablance (cf. *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, pp. 181 et s.).

<sup>4</sup> « Burgenses et homines dicte ville et communitatis Contegii. » La bourgeoisie et la commune de Conthey étaient deux corps distincts : les bourgeois résidents et la plupart des bourgeois forains étaient communiens, mais tous les communiens n'étaient pas forcément membres de la bourgeoisie. — Plus bas, à propos de Nendaz, on dira seulement « homines ».

<sup>5</sup> C'est évidemment par erreur que cette négation manque au texte, tel que Gremaud l'a publié.

<sup>6</sup> « Sint in libertate se et bona sua retrahendi et conservandi in eadem villa. »

<sup>7</sup> « Homines communitatis Contegii ». C'est-à-dire tous les communiens, qu'ils soient bourgeois ou non.

## La position des Contheysans

Il n'est pas question de reprendre ici l'histoire de Conthey, de son château qui, cité déjà au XI<sup>e</sup> siècle, fit partie des biens paternels échus en héritage à Pierre de Savoie (1255)<sup>8</sup>. Voyons seulement les possibilités de refuge offertes par la ville, puis les responsables de son entretien, et enfin les ressources nouvelles que l'on cherchait.

Pierre II rebâtit le fort oriental (1257—1258) et, en même temps semble-t-il, construisit l'enceinte urbaine décrite par M. Louis Blondel.<sup>9</sup> Elle enfermait, entre le château comtal et celui des nobles de la Tour (à l'ouest), un bourg de quelque 6800 mètres carrés. Percée audacieusement de trois portes et de deux poternes, elle avait un tracé passablement sommaire, sauf sur le front septentrional qui, autrefois baigné par le vaste étang du Luissel, disposait en outre d'un système de flanquement convenable. Ces ouvrages, loin de valoir ce qui fut réalisé, à la même époque, au bourg de Saillon<sup>10</sup>, représentent un type intermédiaire entre les vraies places fortes et certaines localités très rudimentairement closes. Dans cette localité, appelée *villa* et *burgus*<sup>11</sup>, on ne devait pas avoir beaucoup de place pour recevoir, en temps de guerre, les réfugiés qui n'y possédaient point de maison ; et la sécurité, on le verra, n'y était pas absolue.

Il y avait, dans l'ensemble fortifié, un second asile. M. Blondel a signalé une cour triangulaire, d'environ 1000 mètres carrés, nommée *receptum* par les comptes du XIV<sup>e</sup> siècle, et située dans la partie nord-est du château comtal : à cette aire bien protégée, on parvenait en contournant au sud, par un passage étroit, le réduit du donjon<sup>12</sup>. Le nom indique la destination : le latin classique appelait *receptus* un mouvement de retraite et un lieu de refuge ; il utilisait *se recipere*, se retirer, se réfugier, comme aussi *recipere* qui signifiait en outre recevoir (un hôte) ; *se receptare*, se réfugier, *receptare*, donner asile, et *receptari*, trouver refuge. Le médiéval *receptum* garda en partie ces deux sens de refuge et de réception<sup>13</sup>, et donna à nos dialectes romands

<sup>8</sup> Sur Conthey, cf. Tamini, pp. 5-116 ; et surtout le remarquable article de M. Louis Blondel, *Les châteaux et le bourg de Conthey* (Vallesia, t. IX, 1954, pp. 149-163), cit. Blondel, *Conthey*.

<sup>9</sup> Blondel, *Conthey*, pp. 157 (plan), 160 et s.

<sup>10</sup> *Ibidem*, pp. 160 et s. ; cf. André Donnet, *Saillon, bourg médiéval*, Neuchâtel, 1950 (*Trésors de mon pays*, N° 47), pp. 13, 48 (plan).

<sup>11</sup> « Villa » : cf. Mario Chiaudano, *La Finanza Sabauda nel sec. XIII*, 3 vol., Torino, 1933-1937 (*Biblioteca della società storica subalpina*, t. CXXXI-CXXXIII), cit. Chiaudano, t. I, pp. 24 et s. (en 1257-1258) ; *Doc.* 1053 (en 1294, bien distincte de « castrum »), 1178, 1613, 2611, 2658, 2736, 2814, 3008 (en 1448, bien distincte de « castrum » ; « fortalitium » y désigne d'abord les enceintes du château comtal, puis les défenses de la ville elle-même) et 3075 (en 1457). — « Burgus » : *Doc.* 2088 (en 1364, où « locus » paraît aussi désigner le bourg ? cf. 2422, 2711 et 2977 (en 1446).

<sup>12</sup> Blondel, *Conthey*, p. 156 (cf. plans, p. 157 et p. 159).

<sup>13</sup> « Receptum » comme redevance (anciennement, repas offert au seigneur ou à son envoyé ?) : cf. Chiaudano, t. I, pp. 21 et 24 (en 1257-1258, dans les châtelanies de Saillon et de Conthey). — Comme lieu de refuge : maison située à la Tour de Peilz, en 1272, « infra recettum de Turre » (*Doc.* 794). Les gens qui avaient trouvé refuge à Valère, en automne 1352 : « illi qui ... recepti salvati sunt cum rebus eorum in castro Valerie » (*Doc.* 2001).

resset et ressat, qui ont la même double acception<sup>14</sup> : en Gruyère, par exemple, le bourg de Montsalvan était appelé *lo ressat*<sup>15</sup>. Le *receptum* de Conthey a donc été un lieu de refuge, et c'est probablement à lui que le Comte Vert faisait allusion en 1364, en parlant des gens qui se réfugieraient dans son « château de Conthey »<sup>16</sup>. Asile bâti par Pierre II, ou reste d'un petit bourg plus ancien, le *resset* accueillait peut-être les ruraux qui n'avaient pas de maison dans l'enceinte, et la population qu'un assiégeant aurait pu chasser de la ville<sup>17</sup>. Conthey offrait donc en temps de guerre un refuge de valeur moyenne, mais convenable.

\* \* \*

Selon une coutume assez générale, l'enceinte urbaine était bâtie par le seigneur qui, ensuite, la confiait à la ville. Les défenses de Conthey datant de 1255-1260, les charges d'entretien ne devinrent lourdes qu'au XIV<sup>e</sup> siècle, où les murs vieillis souffraient de la guerre : selon l'abbé Tamini, le château fut assiégé en 1300, 1348, 1384, 1416 et 1475 et, en 1384 au moins, la ville brûla<sup>18</sup>. Certaines résistances de la campagne, à propos de la fortification et de la garde du bourg, nous ont valu, à partir de 1364, quelques actes montrant les droits et devoirs de chacun<sup>19</sup>.

Les hommes de Vétroz, Magnot, Daillon, Premplo, Erde et Aven protestent en 1364 contre le châtelain qui entend les forcer à travailler aux murailles de Conthey, et disent que ce n'est pas coutume. Il semble qu'ils collaboraient aux fortifications par un paiement en espèces, dans le genre de celui qu'ils voudraient voir exigé des nobles et des ecclésiastiques propriétaires dans la châtellenie. Le comte, dans sa réponse, laisse à son châte-

<sup>14</sup> Sur l'équivalence en Valais, au XIII<sup>e</sup> siècle, de « *receptum* » et de « *resset* », cf. *Doc.* 536 (p. 454) et 772 (p. 168), qui se rapportent à la même redevance due au chapitre de Sion, pour des biens à Nendaz, par « *Martinus dol Castelar* » (vers 1250), puis par son héritier (« *heres Martini dol Chastelar* », 1267-1276). — Equivalence de « *receptum* » et de « *ressat* » dans le Pays de Vaud : redevances au curé (« *refectiones* ») appelées « *ressat* » à Cossonay en 1261 et en 1326, « *rassat* » en 1441 : cf. Louis de Charrière, *Recherches sur le prieuré de St-Pierre et de St-Paul de Cossonay*, Lausanne, 1849 (Extrait de MDR, t. VIII), pp. 9, 19 et 41. Dans le sens de bourg ou refuge, cf. notre étude sur *Les Clées, des origines au XVI<sup>e</sup> siècle* (*Revue historique vaudoise*, 1954, pp. 49-89), p. 73, n. 1 ; on lit dans un roman français du XIII<sup>e</sup> siècle, *La queste del saint graal* (édit. par Albert Pauphilet, Paris, 1949), p. 93, « ne chastel, ne forterece, ne recet, ne meson ou genz puissent habiter ».

<sup>15</sup> En 1433, « *infra loz ressat de Montsalvens* » signifie nettement « dans le bourg » : Archives de l'Etat, Fribourg, cit. AEF, Terriers, N° 78, fol. 64 rto (cf. fol. 63 rto, 65 rto-vso, 67 rto, etc.). Même terminologie en 1518 : chesal « *ouzz ressat de Montsalvens* », AEF, Terriers, N° 70, fol. 169 rto (on trouvera quelques extraits de ces terriers dans MDR, t. XXIII, 1869, p. 217-219 et 387 s.). Le terme y a subsisté en toponymie jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle : AEF, Plans, N° 35 B, pl. 1 (en 1735). D'intéressants rapports avec le patois ont été signalés à ce propos par M. Henri Naef, *Montsalvan* (extrait des *Annales Fribourgeoises*, 1945), p. 35, n. 2. — A Font, à Vuippens et à Blonay, il existait aussi un « *ressat* ».

<sup>16</sup> *Doc.* 2088.

<sup>17</sup> On remarquera toutefois que le bourg ne semble pas avoir eu de communication directe avec le château et le « *resset* » : on devait sortir de la ville par la porte de Sensine pour accéder à l'entrée particulière du fort (cf. plans, Blondel, *Conthey*, p. 157 et p. 159).

<sup>18</sup> Tamini, pp. 31 et 47.

<sup>19</sup> Nous ne nous arrêtons pas aux devoirs du guet et de garde (*Doc.* 2088 et 2422), qui n'importent pas directement à notre propos.

lain les mains libres en ce qui concerne le chantier des remparts, et décide que quiconque se réfugierait en cas de nécessité à Conthey (*in loco et castro nostro Contegii*) serait forcé, après juste taxation de ses biens, de contribuer aux frais de fortification<sup>20</sup>. En 1417, c'est toute la commune de Conthey qui réclame la participation de celle de Nendaz, et le duc Amédée VIII répartit les charges entre elles deux<sup>21</sup>. En 1457, c'est encore la commune contheysanne qui, accablée par la réparation urgente de ses ouvrages défensifs, adresse une supplique au souverain et reçoit de lui quelques facilités<sup>22</sup>. Donc, depuis la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, l'entretien des fortifications incombait à la commune, qui comprenait trois paroisses groupant, outre le Bourg, les villages de Plan-Conthey, Vétroz, Magnot, Saint-Séverin, Vens, Sensine, Daillon, Premplo, Erde et Aven<sup>23</sup>. Comme les franchises de 1352 ne font aucune allusion aux devoirs de la bourgeoisie à cet égard<sup>24</sup>, nous pensons qu'elles ne modifièrent pas la situation antérieure et que la commune, dont l'existence est constatée en 1304<sup>25</sup>, avait déjà la charge des remparts.

On le comprend, car la « commune de la contrée de Conthey » représente probablement le territoire intéressé, dès les origines, à l'entretien, à la garde et au refuge de Conthey. La Maison de Savoie n'aura pas eu de peine à lui imposer au XIII<sup>e</sup> siècle, en plus de la charge du fort, celle de la ville. En effet, les villages de la *contracta*, fort exposés à la guerre<sup>26</sup> avaient un réel intérêt à cet asile qu'était le bourg : Vétroz, Magnot, Daillon, Premplo, Erde et Aven se plaignent en 1364 au Comte Vert de ce qu'ils n'ont pas de lieu fortifié (*fortalitium*<sup>27</sup>) où se retirer avec leurs biens, en cas de menace, car le lieu de Conthey n'est pas en bon état.

Au XIII<sup>e</sup> siècle et au XIV<sup>e</sup>, la commune fut donc seule chargée des frais qu'occasionnait l'entretien de l'enceinte urbaine, à laquelle elle avait grand intérêt. L'obligation était pesante, même si, depuis 1364, on pouvait compter sur une contribution de quelques réfugiés étrangers à la commune : ceux-ci ne devaient pas être bien nombreux.

\* \* \*

<sup>20</sup> Doc. 2088.

<sup>21</sup> Doc. 2568 ; cf. *supra*, note 2.

<sup>22</sup> Doc. 3075 ; la supplique avait été présentée de la part des « syndicorum, hominum et communitatis ville nostre et contracte Contegii. » Sur l'identité territoriale de la « commune » et de la « contrée » de Conthey, cf. Doc. 1208 (p. 86, en 1304) et 1178 (pp. 41 et s., en 1352).

<sup>23</sup> L'énumération est reconstituée d'après les textes cités *supra*, n. 2.

<sup>24</sup> Doc. 1178 (pour la date de 1352 et non pas 1302, cf. MDR, t. XXXVII, 1893, p. VII). Nous ne pensons pas que la disposition selon laquelle quiconque veut être bourgeois est tenu de contribuer aux dépenses faites et à faire « pro presentibus libertatibus obtinendis et defendendis » (p. 43) puisse fonder une obligation particulière à l'égard des fortifications.

<sup>25</sup> Doc. 1208.

<sup>26</sup> Le débouché occidental du Sanetsch, par Sensine, et surtout la proximité de la frontière de la Morge n'étaient rien moins qu'une garantie de tranquillité.

<sup>27</sup> Doc. 2088 ; « fortalitium », qui désigne souvent une forteresse (cf. Doc. 2660, pp. 189 et 191, en 1417), est ici l'enceinte du bourg (cf. *supra*, note 11). Cf. Olivier Desse-montet, *La seigneurie de Belmont au Pays de Vaud*, Lausanne, 1955, p. 155, n. 24 : « in fortalicio burgi », en 1407, à Belmont sur Yverdon.

Contents d'avoir un lieu de retraite en cas de guerre, mais trouvant bien lourd d'en assurer à la fois la garde et l'entretien, les communiers en quête de ressources nouvelles n'oubliaient pas que le souverain, en 1364, avait astreint à une participation tous ceux qui, en cas de nécessité, se réfugieraient à Conthey. Ne pourrait-on pas faire admettre à tel village limitrophe que l'asile dans les coûteuses murailles est à sa disposition ? Les Contheysans appliqueraient alors l'acte comtal de 1364 et obtiendraient une utile contribution... De fait, ils jetèrent leur dévolu, en 1417, sur la commune de Nendaz, leur voisine d'outre-Rhône.

Pour lui soutirer l'argent si nécessaire au chantier, ils avançaient deux raisons : les Nendards sont du mandement et de la bannière de Conthey, et ils se retirent en ville « quand ils veulent »... Le premier argument ne semble pas avoir grande valeur : les montagnards n'y répondent pas, et le duc n'en tient aucun compte. Le second tend évidemment à faire appliquer les dispositions de 1364 mais, comme on le verra, les Nendards ne s'y laissent pas prendre : ils ne sont pas obligés de se réfugier à Conthey, les solliciteurs le reconnaissent en disant *quando volunt*. C'est sur cette liberté, assez peu courante à l'époque <sup>28</sup>, que Nendaz joue sa partie.

### La position des Nendards

Comment les Nendards n'auraient-ils pas éprouvé le besoin de retraites sûres ? Ceux d'entre eux qui avaient alors plus de quarante ans se rappelaient les ravages causés dans leurs villages, en été 1384, par les patriotes du Haut-Valais ennemis de l'évêque Edouard de Savoie et de son parent, le Comte Rouge <sup>29</sup>. Et les vieillards devaient se souvenir que dans un pays retiré, comme le Loetschental mis à feu et à sang en 1355-1356, plus de mille maisons avaient été saccagées <sup>30</sup>. Tout récemment enfin, le vice-châtelain de Conthey avait exécuté un raid meurtrier à Bramois, dans le val d'Hérens et jusque dans la contrée de Grône, en pillant et brûlant sans pitié quelques hameaux <sup>31</sup> : l'opération risquait d'attirer sur la châtellenie contheysanne de cruelles représailles. Or, il n'y avait aucune forteresse dans la paroisse de Nendaz : le château de Brignon, édifié vers 1260 par Pierre II de Savoie pour garder l'entrée nord-est de la vallée, avait été démoli sur son ordre, et par mesure d'économie, en 1266 <sup>32</sup>. Le vieux retranchement du Châtelard, situé au-dessus de Haute-Nendaz et dont le souvenir subsiste aujourd'hui dans le toponyme

<sup>28</sup> Les sujets étaient généralement obligés de se réfugier, avec leurs biens, au château ou au bourg ; à Conthey, les bourgeois forains y étaient expressément astreints (*Doc.* 2033, en 1356).

<sup>29</sup> *Doc.* 2371 (p. 286).

<sup>30</sup> *Doc.* 2135 (p. 349 s.) ; cf. Louis Blondel, *Le château des de la Tour-Châtillon, à Bas-Châtillon (Niedergesteln) (Vallesia, t. VI, 1951, pp. 43-57)*, cit. Blondel, *Châtillon*, p. 46.

<sup>31</sup> *Doc.* 2661 (p. 203 ; cf. p. 200, n. 1). Le même été 1417, des gens du Gessenay avaient commis des dégâts à Sensine (Tamini, p. 42).

<sup>32</sup> Voir l'étude de M. Louis Blondel, *Le château de Brignon*, dans *Vallesia*, t. IV, 1949, pp. 29-34.

*Tsatèà*<sup>33</sup>, semble avoir perdu avant le XV<sup>e</sup> siècle sa valeur de refuge. Exposés, comme tant d'autres, au danger des incursions ennemies, et dépourvus de fortifications, les Nendards déclarèrent néanmoins, et sans ambages, qu'il leur était inutile de se retirer, en temps de guerre, dans l'enceinte urbaine de Conthey : c'est, expliquèrent-ils, qu'il leur était plus utile de gagner les sûres retraites naturelles que leur offraient les rochers, les montagnes et les bois. Arrêtons-nous un peu à ces avantages, aux difficultés du refuge à Conthey, et aux sentiments que la ville pouvait susciter dans l'esprit des montagnards.

\* \* \*

Grâce à la transhumance que leur imposait la vie alpestre, les Nendards connaissaient en détail tout le bassin de la Printse, ses *mayens*<sup>34</sup>, ses alpages et ses lointains gîtes à chamois. Il leur était donc facile de s'y cacher avec leurs familles et leurs biens les plus précieux : bétail, vêtements, provisions et outils ; en cas de nécessité, ils sauraient s'y défendre chèrement. On ne craignait pas de monter en hiver<sup>35</sup> aux bois et aux *mayens* dont certains, comme Planchouet, étaient alors très retirés ; en été, on pouvait accéder aux pâturages qui, à plus de 2000 mètres d'altitude, s'égrènent de la Combire à Cleuson et de Siviez à Tortin, et gagner les combes perdues de la haute vallée. L'ennemi ne s'y risquerait guère, craignant de s'exposer aux embuscades, de s'écarter inconsidérément des principaux chemins, et de perdre ainsi un temps considérable à une opération difficile et peu fructueuse. Quand on dispose de telles retraites, auxquelles on est attaché par toutes les fibres de son cœur montagnard, il n'est évidemment pas nécessaire d'aller s'abriter derrière les murailles de Conthey !

En outre, il serait désastreux d'abandonner la vallée à l'adversaire : il est bien plus utile et nécessaire, disent les Nendards, de rester et de garder

<sup>33</sup> Nous remercions M. l'abbé Gabriel Gillioz, qui nous a fait connaître ce toponyme actuellement appliqué à un petit plateau, au-dessus du chemin de Riddes à Haute-Nendaz (Carte nationale, N° 273, coordonnées 588300/115000, altitude 1220 m.). Dans l'état actuel de notre information, c'est le seul endroit qui puisse être identifié avec « lo Castelar » mentionné vers 1250 (*Doc.* 536, p. 460), habité à la même époque par un certain Martin (cf. *supra*, n. 14) ; en 1337, on cite encore « Perronerius dou Chastelar de Neynda » (*Doc.* 1704). — Le nom est suggestif : « castellare » était, au haut moyen âge, une fortification rudimentaire, construite probablement suivant l'ancienne tradition des retranchements préromains (on sait que Haute-Nendaz apparaît dans l'histoire en 985 : *Doc.* 67). Les châtelards du diocèse de Sion, dont certains sont peut-être d'origine préhistorique, mériteraient une étude complète ; avec la collaboration de nos élèves, nous tâchons pour l'instant d'en établir l'inventaire.

<sup>34</sup> Ce mot désigne certains établissements d'altitude intermédiaire entre les villages et les hauts pâturages, et où l'on fauche encore. Il est ancien (*Doc.* 1208, « maeyns » au-dessus de Conthey, en 1304) et propre au Valais et à la vallée d'Aoste (Adolphe Gros, *Dictionnaire étymologique des noms de lieu de la Savoie*, Belley, 1935, p. 330).

<sup>35</sup> L'habitude de faire monter le bétail aux « mayens » durant quelques semaines de l'hiver, pour consommer sur place le foin, se maintient encore ; mais les moyens de transport modernes, permettant d'amener plus facilement le fourrage au village, la feront probablement disparaître peu à peu. Nous remercions notre collègue, M. Maurice Deléglise, qui nous a donné à ce sujet d'utiles renseignements.



les passages. Familles et biens cachés dans la partie supérieure de la paroisse, les hommes pourraient surveiller les accès, particulièrement au nord-est qui était le plus dangereux pour des sujets de Savoie<sup>36</sup>, et protéger leurs villages. En déclarant qu'ils ont intérêt à demeurer dans leur petite patrie pour en défendre les chemins, ils insinuent aussi que c'est l'avantage du duc Amédée : depuis la démolition des ouvrages de Brignon, la partie méridionale de la châtellenie n'était-elle pas dépourvue de fortifications ? En s'accrochant à leur terrain, les montagnards n'éviteraient probablement pas tout dommage, mais ils mettraient un frein aux dévastations ; ils seraient moins malheureux en défendant le sol natal qu'en gardant la ville. D'autre part, les lieux étaient défendables sans grands frais, grâce à l'heureux relief du territoire, tandis que les murailles contheysannes coûtaient cher : pour des montagnards plus riches en vaillance qu'en deniers<sup>37</sup>, le choix était promptement fait.

\* \* \*

L'évacuation dans les montagnes était certes pénible : mais combien plus laborieux encore s'annonçait le voyage de Conthey ! Les chemins d'Aproz, par Cor ou Bar, le long desquels il faudrait convoier vieillards, femmes, enfants, bétail et bêtes de somme, n'étaient pas plus commodes que ceux de la montagne. Et, au lieu de conduire aux alpes, loin de la guerre, ils tendaient à la plaine exposée au passage des troupes. Il faudrait aussi franchir le Rhône : le pont d'Aproz, qui existait en tout cas depuis la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>38</sup>, ne suffisait pas forcément à assurer le passage quand le fleuve grossi divaguait à travers les Iles et jusqu'aux rochers de Châteauneuf. Et la dernière étape serait de grimper au bourg à travers des vignes où l'on ne saurait se cacher si l'ennemi surgissait inopinément de la Morge. A ce déménagement, il y avait plus de risques que d'avantages.

Entré à Conthey, on ne s'y trouverait pas plus tranquille que dans les montagnes : le premier centre de châtellenie savoyarde à l'occident de la Morge, encore que ceint de murailles, serait forcément l'un des objectifs initiaux de l'ennemi. Tant qu'il ne s'agirait que de bandes pillardes, la ville pourrait résister plus facilement qu'un village du plat pays ; mais que survienne une véritable armée, résolue au siège et bien commandée, les fortifications urbaines n'offriraient plus que de faibles garanties, et la ville risquerait

<sup>36</sup> C'est par là que, du Valais épiscopal, arriverait l'ennemi. Les chemins qui montent d'Aproz à Brignon ou à Basse-Nendaz étaient un peu moins exposés. Du côté de Riddes, d'Isérables et du val de Bagnes (col du Mont Gelé), les Nendards n'avaient pas d'ennemis à craindre, car ces régions étaient sous l'influence de la Maison de Savoie. — Le hameau de la Vouarda (Fey) garde probablement le souvenir d'un poste de garde sur le chemin arrivant de Riddes.

<sup>37</sup> En comparant *Doc.* 2658 et 2736, on voit que la fortune imposable des Nendards, vers 1420, représentait la moitié de celle des Contheysans ; mais il ne faut pas oublier que la grande commune de Conthey avait une population plus nombreuse.

<sup>38</sup> *Doc.* 1930 : en janvier 1348, on se dispute pour les frais qu'a entraînés la reconstruction de ce pont après la guerre. Tamini, p. 202, signale d'autres travaux qui, en 1369-1371, provoquèrent un litige entre Conthey et Nendaz.



fort d'être livrée à la soldatesque. Le bourg de Bas-Châtillon, parmi tant d'autres, est là pour nous en donner la preuve, lui qui tant de fois, au XIV<sup>e</sup> siècle, fut dévasté par les troupes qui essayaient de prendre le château !<sup>39</sup> On pourrait espérer le salut de sa personne en fuyant dans le *resset*... et en souhaitant que le fort résiste mieux que le bourg. Se réfugier en ville présentait toujours un certain risque à courir ; parfois même, c'était tout simplement se jeter dans la gueule du loup et faire de ses biens la proie du vainqueur ou l'aliment de l'incendie final. C'était aussi s'astreindre, *ipso facto*, à l'entretien des ouvrages<sup>40</sup>.

\* \* \*

Tout bien pesé, avantages et inconvénients, les Nendards ont intérêt à rester dans leur commune : on leur avance qu'ils se réfugient à Conthey « quand ils veulent », et ils répondent en substance, et non sans une pointe de mépris, qu'ils ne le veulent vraiment pas ; du moment qu'on les laisse libres, ils espèrent bien avoir gain de cause. Remarquons toutefois, en passant, qu'ils ne semblent pas envisager le cas où les soldats du mandement seraient mobilisés pour suivre la bannière de Conthey : les hommes valides partis au service du souverain, y aurait-il toujours autant d'avantage à rester dans les montagnes ? Qui donc s'y défendrait ?

Aux raisons logiques qui justifient l'attitude des Nendards, il convient probablement d'en ajouter d'autres, plutôt sentimentales, mais qui ne pesaient pas moins dans la balance. Conthey était le siège d'une châtellenie appartenant à un souverain étranger, représenté soit sur place, soit à Saillon, par un châtelain très souvent étranger lui-même<sup>41</sup>. C'était dans ses murs que depuis 1324 se tenait un marché où les sujets de la châtellenie devaient obligatoirement offrir leurs produits<sup>42</sup>. De plus, ses bourgeois, avec leurs associés de toute la commune, ne craignaient pas de recourir au souverain pour obliger les montagnards à contribuer à leurs charges. Etranger, contrainte, économie dirigée... tout cela n'inspirait probablement qu'une médiocre sympathie aux Nendards : bien qu'ils possédassent des vignes sur les coteaux environnants, ils considéraient la ville comme une source d'ennuis, et se défendaient d'instinct contre elle. Toujours ils avaient marqué une certaine répugnance à quitter leurs villages pour guerroyer au dehors : en 1297 déjà, selon l'abbé Tamini, ils encoururent une amende collective pour avoir omis de se rendre à la chevauchée comtale !<sup>43</sup> Le Pays, pour eux, c'était la vallée ; et leur existence laborieuse ne leur laissait guère le loisir de philosopher sur ce que l'on appellerait aujourd'hui l'intérêt général ou le bien supérieur de l'Etat.

<sup>39</sup> Cf. Blondel, *Châtillon*, p. 46 s. ; on pourrait citer, hélas, bien d'autres exemples.

<sup>40</sup> *Doc.* 2088.

<sup>41</sup> La liste publiée par Tamini, pp. 32-34, ne donne que peu de noms valaisans.

<sup>42</sup> *Doc.* 1613, 1178 (p. 42) et 2814.

<sup>43</sup> Tamini, p. 188.

## La position du souverain

Il faut regrouper les données du problème soumis au duc de Savoie, et trouver les raisons par lesquelles s'explique la décision souveraine du 26 octobre 1417.

Amédée VIII n'ignorait pas que la commune de Conthey était lourdement chargée par l'entretien de l'enceinte urbaine : ses prédécesseurs avaient dû s'en préoccuper et lui-même, le 23 octobre 1412, avait favorisé la bourgeoisie en augmentant ses franchises<sup>44</sup>. Que la commune soit en quête de ressources nouvelles ne pouvait guère l'étonner : à chaque instant, le gouvernement devait répondre à de semblables demandes venues des diverses contrées du duché. Mais était-il légitime de donner suite à la supplique contheysanne ? En droit, il se révélait difficile d'obliger les montagnards à la contribution réclamée.

En effet, Nendaz n'avait pas participé, antérieurement, aux réparations des murailles de la ville : cela ressort nettement de l'acte où les Contheysans, malgré l'incontestable avantage que c'eût été pour eux, n'invoquaient aucune coutume contre la partie adverse. La tradition, argument si décisif en tant de cas, ne pouvait donc jouer ici aucun rôle défavorable aux Nendards.

Ensuite le premier motif présenté par Conthey était dénué de valeur : Nendaz ne se donna même pas la peine de le réfuter, ni le duc, de le mentionner dans ses considérants. Non seulement nous ne connaissons aucun acte obligeant tout le mandement et la bannière à participer aux réparations du bourg, mais encore, si l'on fait abstraction de la décision du 26 octobre 1417 et de ses conséquences, les documents démontrent que la charge pesait sur la commune de Conthey et sur les quelques étrangers qui désiraient se retirer au bourg.

Enfin, le second motif avancé par les Contheysans était singulièrement fragile : Nendaz, on l'admettait dans la requête, n'avait pas l'obligation de se réfugier à Conthey : on disait seulement que la possibilité lui en était donnée (*quando volunt* !), et Amédée VIII n'y changera rien. Libres en ce domaine, les Nendards démontrèrent qu'ils n'avaient aucun intérêt à se réfugier en ville. Manifestement, l'asile ne convenait qu'aux villages de la contrée contheysanne : situés dans la plaine et sur un coteau dépourvu de bonnes défenses naturelles, trop éloignés des hautes montagnes et terriblement exposés aux incursions ennemies, ils appréciaient à juste titre cette enceinte de solidité moyenne, certes, mais convenable et suffisamment rapprochée : les dangers qu'ils risquaient de courir en s'y repliant étaient somme toute moins graves que le péril de demeurer sans défense dans le plat pays. Mais, si légitime qu'elle fût, leur estime pour la ville n'avait rien de contraignant pour les Nendards, dont la situation topographique était totalement différente.

\* \* \*

<sup>44</sup> Doc. 2611.

On s'attendrait donc à ce qu'Amédée le Pacifique, attaché à faire régner la justice dans ses Etats, repousse la demande des Contheysans. Mais il donne tort aux montagnards, en recourant à des raisons bien faibles : Nendaz n'est pas tellement éloignée de Conthey, qu'elle n'ait aucun intérêt à pouvoir s'y retirer dans une enceinte convenablement entretenue ; donc il est juste que les Nendards participent aux charges de la ville. A son tour, le duc joue donc sur la liberté de ceux qu'il entend contraindre : il faut, dit-il en substance, que vous puissiez réellement vous réfugier au bourg si vous le jugiez un jour utile... Il fait preuve, tout de même, d'une certaine justice en fixant aux Nendards une part assez faible qui, en pratique, s'élèvera au sixième des frais <sup>45</sup>, car il admet que l'enceinte est plus utile à la commune de Conthey qu'à celle de Nendaz.

Etrange est la décision, mais bien explicable. En supérieur tranchant la question, Amédée VIII veut juger justement ; mais, en même temps que juge, il est aussi partie, car il a intérêt à ce que le bourg soit en bon état de défense. Ici, comme dans la plupart de nos ensembles fortifiés du moyen âge <sup>46</sup>, la ville fait corps avec le château seigneurial et dans une certaine mesure, représente sa ligne de positions avancées : elle occupe utilement un terrain que l'on n'entend pas laisser à la disposition des ennemis qui voudraient y mettre en batterie leurs machines de siège. Si, au XIII<sup>e</sup> siècle, tant de seigneurs fondent des bourgs installés comme de vastes barbicanes devant leurs forteresses, c'est d'abord pour assurer la position, et ensuite seulement pour créer un petit centre économique régional dont les revenus, d'ailleurs, aideraient à maintenir honorablement le fort. Dans ces conditions, il est indispensable que la communauté urbaine entretienne bien les ouvrages qui lui incombent. Si elle réclame l'aide de tel village voisin, c'est autant que le duc n'aura pas à déboursier, soit directement en accordant un subside, soit indirectement en supprimant, pour quelques années, certaines redevances. Procurer de l'argent aux Contheysans sans recourir au trésor ducal était si profitable, financièrement et militairement, qu'Amédée VIII se laisse prendre, au moins un peu, par le second argument de la ville. Encore qu'il y mette une louable modération, il agit dans son propre intérêt qui, d'ailleurs, selon les idées du temps, est celui de l'Etat.

Pauvres Nendards ! l'on évoquerait volontiers le pot de terre et le pot de fer, s'il n'était pas difficile de juger sainement d'une affaire remontant à plus de cinq siècles, et dont on ignore le détail. Notre opinion doit être plus nuancée.

<sup>45</sup> Dans une supplique de 1423 (*Doc.* 2736, *vidimus* de l'an 1425), les Nendards assurent Amédée VIII que, ces quatre dernières années, ils se sont soumis à payer, « *pro beneplacito vestro* » et « *secundum ordinationem vestram* », un sixième des frais causés par les travaux de fortification de la ville. Ils sont prêts à continuer, mais se plaignent du châtelain qui, sur demande de la bourgeoisie, prétend les astreindre à venir travailler sur le chantier, au lieu d'accepter leur participation financière. Le duc leur donne raison et remet à l'ordre son officier.

<sup>46</sup> Le fait est plus frappant à Saillon, Saxon, La Soie ou Bas-Châtillon, par exemple.

## Conclusion

Certes, il y a un peu de subtilité, dans l'attitude des Contheysans, puis du souverain ; mais, pensons-nous, elle n'est pas de mauvaise foi.

Nous ne croyons pas que cet Amé le Pacifique, illustre par son remarquable esprit d'équité, considéra trop âprement, en l'occurrence, son seul intérêt personnel. Incontestablement, il lèse les Nendards, mais à contre-cœur, puisqu'il prend soin de leur fixer une quote-part modeste. Il tient à augmenter la sécurité de son château, mais aussi à manifester quelque bienveillance à ses fidèles communiens de Conthey qui, dans cette région frontalière, souffrent bien des maux en servant avec abnégation la Maison de Savoie <sup>47</sup>.

Las de tant de misères, se sentant écrasés par des travaux de fortification à refaire si souvent, les Contheysans cherchent naturellement à alléger leur fardeau. En se montrant persuadés (à tort) que Nendaz doit trouver un intérêt à leur coûteuse place de refuge, ils sont probablement sincères : ils ont eux-mêmes, à entretenir cette enceinte, trop d'avantages pour réaliser que d'autres l'estimeraient inutile. En vérité, si la guerre éclatait au temps des vendanges, les Nendards descendus dans le vignoble voudraient peut-être s'abriter derrière les remparts...

Le souverain, dont la ville a bien mérité, ne saurait la débouter froidement ; d'autre part, il ne peut négliger la juste opposition des montagnards. Il accorde donc à chaque partie la moitié de sa requête : les Nendards contribueront mais, au lieu que ce soit *pro eorum rata*, c'est-à-dire selon le rapport existant entre le total des fortunes de Nendaz et celui des fortunes de Conthey, ils ne paieront que la moitié de la dette qui les grèverait si on les imposait au même taux que les Contheysans.

Amédée VIII, maintiendront les passionnés, aurait dû opposer à la demande de la ville une fin de non-recevoir : nous les approuverions volontiers, s'il nous fallait juger. Mais nous avons tenu à montrer ici les faits, tels que nous pouvons encore les connaître. Peut-être le moraliste n'y trouvera-t-il point son compte ? l'historien retiendra toutefois, de cette brève incursion dans le passé, que la contribution à l'entretien d'une enceinte urbaine au XV<sup>e</sup> siècle ne correspond pas forcément à un intérêt véritable qu'aurait le débiteur à se retirer en ville. Dans une même châtelainie, on peut trouver des assujettis pour qui l'asile est précieux, voire indispensable, et d'autres pour qui il est pratiquement inutile. Il convient donc d'être prudent si l'on veut, à partir d'actes attestant le devoir de fortification, étudier les conditions réelles de refuge d'une population campagnarde, surtout en pays de montagne.

<sup>47</sup> La cour de Savoie n'était pas indifférente à ce dévouement (Doc. 1178, 2422, 2611).